L'étincelle

Les cheminot-e-s anticapitalistes

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire **SNCF Saint-Lazare**

15/04/2020

Macron nous sert la version « peace and love » des injonctions du Medef

Lundi soir, troisième épisode dans la série « Macron nous parle ». Après Macron le guerrier, on a eu droit à l'agneau pascal, ou à Macron le curé : ton apaisé et prudent, vocabulaire précautionneux, du « nous » à toutes les sauces. Après l'union nationale va-t-en-guerre, voici la version « peace and love ». Mais pas de quoi nous embobiner.

Il n'y a pas de « nous » qui tienne

Quoi qu'en dise Macron, son « nous » n'existe pas. Ce n'est pas « Nous » qui sommes responsables de la situation actuelle : ni du manque de stocks de masques, ni de la suppression de dizaines de milliers de lits dans les hôpitaux, ni du manque de moyens dans les Ehpad. Ni de ce confinement à double vitesse, qui voit des millions de travailleurs contraints de se rendre au boulot dans des usines où la promiscuité règne.

Non, « nous » ne sommes pas dans le même bateau, quand on voit que les populations les plus susceptibles d'être touchées par le virus sont celles qui continuent de travailler. Pour lutter contre l'épidémie… ou pour sauver les profits de leur patron. Ces mêmes travailleurs qui vivent souvent avec leur famille dans des territoires de désert médical, comme en Seine-Saint-Denis. La double peine : plus de chances d'être contaminés, moins d'être correctement pris en charge en cas de maladie.

Le bourrin et le doucereux

Quelques jours avant le discours de Macron, le président du Medef, le bien nommé Geoffroy Roux de Bézieux, avait été on ne peut plus clair dans Le Figaro. On croyait tous que l'urgence était de résoudre la crise sanitaire ? Erreur. Geoffroy est là pour nous rappeler que la vraie urgence, c'est de « *revenir à l'activité normale* ». Avant de clamer haut et fort que *« la reprise, c'est maintenant ! »* : tous au boulot et que ça saute ! Pour la suite, son programme est simple : « *il faudra bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés. »* Pour les patrons, le « monde d'après » ressemble drôlement au monde d'avant… La secrétaire d'État à l'économie, Agnès Pannier-Runacher, n'a pas tardé à renchérir sur ses donneurs d'ordre du Medef en déclarant qu'il faudra *« probablement travailler plus que nous ne l'avons fait avant » afin de « rattraper les pertes causées par la crise sanitaire »*… En un mot : aux travailleurs de payer la crise !

À Macron de passer la pommade ensuite… avec avalanche de mots creux pour saluer les salariés et promettre des changements pour « l'après ». Mais la pompe à fric reste toujours grande ouverte prioritairement aux grandes entreprises.

Les gosses à l'école, les parents au turbin ?

Quant à la reprise du travail appelée par le Medef, le gouvernement la prépare déjà. À partir du 11 mai, sitôt déconfinés – du moins partiellement – il faudra pour le plus grand nombre *« retourner travailler »*. Macron a également annoncé la réouverture progressive des établissements scolaires à partir de cette date au nom de la lutte contre les « inégalités » engendrées par le confinement… Macron transformé en Che Guevara ou en Mère Teresa, personne n'y croit. La vérité est ailleurs : les écoles fermées, ça veut dire des salariés chez eux pour garder les enfants. Et ça, ça déplaît à Geoffroy et ses amis du CAC40… Donc le 11 mai, les gosses à l'école et les parents au turbin !

Cette réouverture des lieux de travail et des écoles risque d'occasionner un rebond de l'épidémie. Le respect des « gestes barrières » dans une cour de récréation, qui peut y croire ? Rebond d'autant plus probable que niveau masques et tests, rien de sérieux à l'horizon. Les industriels ont bien des millions de masques en stock, mais ils les gardent pour faire redémarrer leurs usines… Et le gouvernement n'a bien sûr pas bougé un orteil pour envisager leur réquisition.

Ils préparent leur reprise ? Préparons la nôtre !

C'est à « nous » – le seul « nous » qui tienne, celui qui désigne ceux qui font tourner cette société – de mettre en avant nos revendications :

- refuser la réouverture des entreprises non essentielles ;
- imposer des mesures sanitaires à la hauteur pour protéger nos santés et nos vies ;
- ne pas accepter de payer la crise via la détérioration de nos conditions de travail, présentes et futures.

La colère s'accumule dans le pays contre la gestion du gouvernement, trouvons les moyens de la faire entendre : c'est la meilleure manière de préparer notre « monde d'après » et ne pas nous laisser pressurer dès aujourd'hui par le leur.

Manu la rancune

Dans son discours de lundi soir, Macron a égrené une liste des métiers *« en première ligne »* d'où était une nouvelle fois absents les cheminots et les agents de la RATP. Des soucis à digérer la grève contre la réforme des retraites ? Ces " oublis " du président des riches sont nos plus beaux hommages.

Vive l'école buissonnière !

Macron a appelé de ses vœux à la réouverture des écoles dès le 11 mai : le meilleur moyen donc de libérer les parents pour les renvoyer... au boulot ! Quitte à les envoyer à la contamination et toute la famille avec.
Des pétitions et des appels à garder nos mômes a la maison tournent déjà largement. La vie de nos gamins vaut plus que leurs profits !

La farandole des allocutions

À peine Macron avaitil fini la sienne, que Farandou lui emboîtait le lendemain matin. Et, comme au garde à vous, le voilà qui annonce que le plan de transport va devoir augmenter pour préparer la grande reprise voulue par Macron (et le MEDEF derrière lui) pour le 11 mai. Alors que la SNCF a déjà bien du mal à faire en sorte que le peu de trains qui roulent soient nettoyés et désinfectés.

Qu'on se le dise, hors de question d'aller risquer notre vie au boulot !

Notre Roux de Bézieux à nous

Si les mots se veulent plus consensuels, le discours de Farandou promet bien les mêmes attaques que ses petits camarades du MEDEF. Il faudra *« s'adapter »* à la *« situation économique dégradée »* nous dit-il. Comme si nos quotidiens n'étaient pas déjà assez dégradés par les bas salaires et le sous effectif.

Pas question de payer la crise ! Par contre, toutes les raisons de faire passer les actionnaires à la caisse pour des embauches et des augmentations.

Un monde d'après qui sent le réchauffé

Cinq jours de repos nous sont imposés par la direction pour permettre *« d'assurer la reprise de l'activité à l'issu du confinement »*. Alors que les cheminots sont 4 à 9 fois plus contaminés par le virus du fait de leur activité, le monde d'après auquel pense déjà la direction, c'est la reprise des cadences infernales et de la productivité à tout va. Comme le monde d'avant donc, mais avec des jours de repos en moins !

Cinq jours volés... qu'on saura reprendre !

La mesure ne passe clairement pas parmi les cheminots, d'autant moins chez tous ceux qui continuent d'aller travailler "normalement" c'est-à-dire en prenant tous les risques pour leur santé. Les réactions ne se sont pas faites attendre, malgré les difficultés à se mobiliser en période de confinement. Des collègues ont clairement fait savoir qu'ils ne poseraient pas d'eux mêmes les jours et une pétition en ligne rassemble plus de 700 signatures à l'heure actuelle.

La direction régionale répond par le mépris en refusant en toute illégalité une DCI pour lui remettre cette pétition. Si elle croit s'en tirer comme ça…

Bienvenue dans le cluster

Une des conséquences des cinq jours de repos imposés : l'entreprise a besoin de plus de conducteurs et s'acharne donc à faire revenir travailler des collègues qui habitent en province. Ces collègues passeraient quasiment autant de temps à se déplacer qu'à conduire des trains de banlieue. Voilà un non-sens complet du point de vue sanitaire : c'est prendre le risque qu'ils contractent le virus à Paris avant de rentrer chez eux dans des régions jusqu'à présent moins touchées.

Le gel hydro-alcoolique ne se boit pas

Il n' y a plus dans les locaux de bouteilles d'eau, de café, de quoi grignoter et rares sont les micro-ondes accessibles. La direction s'en lave les mains. Un dirigeant a même déclaré que le café était à proscrire car c'est un moment convivial qui encourage les regroupements. What else ?

Distanciation avec la logique

Les salles de cuisine et de repos du 1er étage de la gare Saint-Lazare sont fermées, officiellement pour éviter que les cheminots ne s'y concentrent. Du coup on est forcé d'être dans ce qu'il reste d'espaces disponibles, comme les feuilles et les locaux de réserve. Malin !

Au contraire, sur les plateformes encore bien fréquentées aux heures de pointe, pas de soucis pour y aller, ce serait même un devoir selon la direction !

Le ridicule ne tue pas, lui

Aux collègues qui réclamaient des masques comme la réglementation le prévoit, combien de hiérarchiques grands ou petits nous ont expliqué (depuis chez eux le plus souvent) que « ça ne sert à rien »?

Maintenant qu'ils ont récupéré quelques stocks, miracle médical, c'est devenu utile et on nous conseille

de les mettre. Si le ridicule ne tue pas le virus lui, le peut. Nous saurons nous souvenir de ceux qui s'amusent à jouer avec notre santé.

Oh Mal masqués ohé ohé !

Les masques tant attendus sont donc arrivés par endroit. Oui mais pas exactement les bons. Ce sont des masques chirurgicaux, valables uniquement si tout le monde en porte. Ce qui est loin d'être le cas.

Pas un hasard si ceux prévus dans les textes étaient des FFP2.

Démasquons-les

Alors qu'il manque de tout dans les structures médicales, des directions d'entreprise stockent discrètement des masques chirurgicaux en prévision de la reprise normale de leur activité. On a ainsi appris que La Poste disposait au début de l'épidémie de 24 millions de masques, la région SNCF Grand Est de 130 000 et ce sont 600 000 masques par semaine que PSA monopoliserait pour relancer sa production de voitures.

Quels sont les stocks de masques ? Dans quel but les utiliser ? Quelles sont les activités essentielles à la lutte contre la pandémie et comment les réaliser dans les meilleures conditions de sécurité ? Ces questions devraient être discutées et tranchées par toute la société, en particulier par les travailleuses et travailleurs en première ligne, pas par une poignée d'actionnaires et de grands patrons guidés par la loi du profit, flanqués d'un gouvernement à leur service.

Pas testé mais immunisé

Un exemple parmi quelques autres : un agent diagnostiqué symptomatique COVID-19 peut prendre du service "en priorité et rapidement" - dit-on en haut lieu - puisqu'il serait immunisé. Les propos sont burlesques et pas rassurants ! Quatorze jours d'isolement physique et psychologique prescrits par le médecin traitant ont permis au médecin du travail de conclure, lors d'une consultation téléphonique, à une parfaite guérison, simplement au son d'une voix essoufflée et fatiguée ! Et pourtant... il a suffi d'une mission partielle pour que la tension du collègue chute à 8 et qu'il manque de s'écrouler. La direction inquiète s'est précipitée... pour lui réclamer les chiffres de sa mission !

Médecine « du travail » et médecine de santé ne semblent pas synonymes ! En tout cas, abasourdi, le médecin traitant a exigé de son patient d'être son unique interlocuteur médical !

Et puis, toujours dans l'idée de protéger les profits, l'État autorise les secteurs non essentiels à se servir dans les stocks.

Transparence contre le COVID-19 (partie 1)

La direction prétend désinfecter les rames en circulation toutes les 24H, cabines de conduite et espaces voyageurs. Selon quels procédés ? Avec quels produits ? Moins elle en dit, mieux elle se porte. Et quand les syndicats demandent que soit apposée en cabine une signalétique garantissant au conducteur que la rame a été désinfectée, refus net.

Transparence contre le COVID-19 (partie 2)

Nos patrons ont dû voir ces vidéos de délégués syndicaux de la RATP contrôler l'état de bus et de cabines RER garantis désinfectés et constater qu'ils ne le sont pas. Du coup, ils prennent une mesure énergique : celle d'interdire aux délégués syndicaux de se déplacer pour effectuer des contrôles, à moins d'en demander l'autorisation 48H à l'avance. On a beau ne pas être suspicieux, on se demande s'ils ne voudraient pas cacher quelque chose... Leur crasse en tout cas, ça va être dur !

Chômage partiel, arnaque totale

La SNCF met en avant qu'elle maintient largement (mais pas totalement !) la rémunération des cheminots et qu'ils pourraient bien en retour consentir à quelques efforts, comme le fait de céder des repos. Mais en sollicitant les dispositifs du chômage partiel, la direction s'apprête à nous payer avec l'argent public, celui de nos impôts, pas avec celui de ses bénéfices. Gouvernement et patronat s'apprêtent eux à présenter la note de cet argent magique aux cheminots comme à tous les travailleurs, en rognant sur nos droits et conditions de travail.

Pas responsables de la situation, notre rémunération et nos repos devraient être maintenus à 100% et payés par les grandes entreprises qui ont accumulé année après année des bénéfices records.

Les (très bon) dessins de ce bulletin sont tirées de la BD d'Emma à retrouver sur sa page Facebook !

En ces temps de crise sanitaire, retrouvez quotidiennement nos parutions (éditoriaux politiques, articles, vidéos…) en ligne :

www.convergencesrevolutionnaires.org